Une source négligée de l'histoire des élèves : les panels d'élèves des années 1960 aux années 2000

*The methodological evolution and historical contributions of longitudinal
surveys of French student cohorts: student panels from the 1960s to the 2000s*

Jean-Paul Caille et Jérôme Krop

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4556>

DOI : 10.4000/histoire-education.4556

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2019

Pagination : 175-202

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-Paul Caille et Jérôme Krop, « Une source négligée de l'histoire des élèves : les panels d'élèves des années 1960 aux années 2000 », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 151 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4556> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4556>

Une source négligée de l'histoire des élèves : les panels d'élèves des années 1960 aux années 2000

Jean-Paul Caille et Jérôme Krop

La production de statistiques sur le système éducatif français est restée longtemps éparpillée entre plusieurs organismes spécialisés chacun sur un segment du cursus scolaire. Au milieu des années 1950, les publications du Bureau universitaire de la statistique, créé en 1933, couvrent les enseignements primaire et supérieur ; les statistiques sur l'enseignement technique relèvent du Centre d'études et de recherches documentaires sur l'enseignement technique, tandis que celles de l'enseignement secondaire général sont produites par le bureau statistique de la direction de l'enseignement secondaire du ministère de l'Éducation nationale. Parallèlement, l'Institut d'études démographiques (INED) investit le champ de l'éducation et réalise, depuis 1946, un ensemble d'enquêtes originales qui couvrent tous les niveaux d'enseignement¹. Si la création, en mars 1957, sur la base du bureau statistique de la direction de l'enseignement secondaire, du Service technique de la statistique scolaire vise à centraliser l'offre de statistiques au sein du ministère de l'Éducation nationale, ce n'est qu'à la fin des années soixante que ce processus sera achevé, après la création, en mars 1964, du Service central des statistiques et de la conjoncture (SCSC)².

Créée en 1987 en tant que direction à part entière de l'administration centrale de l'Éducation nationale, la Direction de l'évaluation et la prospective (DEP), devenue la DEPP avec l'ajout de la notion de performance en 2006, est l'héritière des différents services statistiques qui se sont succédé entre 1964

---

1 Les enquêtes réalisées entre 1960 et 1969 ont été réunies dans un ouvrage qui témoigne de la diversité des sujets traités par ces différents travaux, par ailleurs souvent novateurs au niveau des méthodes de collecte et de traitement de données. Alain Girard (préfacier), *Population et enseignement*, Paris, Presses universitaires de France, 1970.

2 Xavier Pons, « Les statisticiens du ministère de l'Éducation nationale : évolutions d'un métier d'État (1957-2007) », *Histoire de l'éducation*, n° 140-141, 2014, p. 115-132.

et 2007³. Elle constitue une structure originale au sein du ministère de l'Éducation nationale, en charge des outils et des méthodes d'évaluation du système éducatif⁴. Son existence est une singularité des structures de l'État français, au sein duquel une direction d'administration centrale peut être un acteur essentiel des travaux, études et recherches menés sur ce sujet alors que, chez la plupart de ses partenaires européens, les travaux d'évaluation sont commandés à des équipes universitaires ou réalisés par des agences spécialisées. Cependant, au cours de l'essentiel de la période qui nous intéresse ici, cette direction bénéficie d'une grande autonomie scientifique. Son programme de travail est élaboré en fonction d'une analyse interne des besoins, elle peut élaborer les méthodologies les plus adaptées et bénéficie d'un droit de publication de ses travaux. Ce n'est qu'en 2006, dans le cadre de la mise en œuvre de la *Loi organique relative aux lois de finances* (LOLF) impliquant un pilotage par les résultats des politiques publiques, que s'imposa à la DEPP l'obligation de travailler plus étroitement avec les directions politiques, avec le risque que certains résultats soient mis sous embargo⁵. Il reste que, dans les années soixante-dix, un partage s'est instauré progressivement, dans une logique de complémentarité, entre enquêtes produites, parfois en collaboration avec des sociologues, par des organismes d'État ayant les moyens de constituer de gros échantillons de données empiriques et d'élaborer des traitements statistiques de plus en plus sophistiqués et les enquêtes qualitatives, réalisées sur des populations de taille plus modeste, dans les laboratoires universitaires de sociologie.

L'ampleur et la qualité des travaux menés par cette direction du ministère depuis des décennies ont fait des données produites une ressource majeure pour l'étude statistique des scolarités. En particulier, depuis quarante-cinq

---

3 Entre 1964 et 2007, le service statistique ministériel de l'éducation changera cinq fois de nom : le Service central des statistiques et de la conjoncture (SCSC) devient en 1970 le Service central des statistiques et des sondages (SCSS), puis Service d'informations économiques et statistiques (SIES, 1973), Service des études informatiques et statistiques (SIES, 1976), Service de l'informatique de gestion et des statistiques (SIGES, 1982) et Service de la prévision, des statistiques et de l'évaluation (SPRESE, 1985). Cette rotation rapide des appellations traduit toujours un réaménagement du périmètre des activités du service, avec notamment la montée en puissance des besoins en informatique de gestion et en évaluation.

4 Xavier Pons, *L'évaluation des politiques éducatives et ses professionnels : discours et méthodes (1958-2008)*, thèse de doctorat, Paris, IEP, 2008.

5 Pour une présentation de l'évolution de la situation institutionnelle de la DEPP, voir l'analyse de Jean-Claude Emin, ancien sous-directeur de la DEPP et ancien secrétaire général du Haut Conseil de l'évaluation de l'école. Jean-Claude Emin, « Réflexions sur le rôle de la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) en France », *Éducation et sociétés*, n°30, 2012, p. 49-58.

ans, la DEPP observe les parcours et les performances scolaires des élèves au travers d'échantillons d'écopiers ou de collégiens suivis pendant plusieurs années. S'inspirant de l'étude pionnière menée par l'Institut national d'études démographiques (INED) à partir de 1962, huit enquêtes de ce type, ont été mises en place depuis 1972 : trois panels d'écopiers en 1978, 1997 et 2011, cinq panels de collégiens en 1973, 1980, 1989, 1995 et 2007 (tableau 1)⁶.

	Entrants au cours préparatoire	Entrants en sixième
Panel 1973		37 500 élèves suivis pendant onze ans en trois cohortes décalées d'un an (1972, 1973 et 1974)
Panel 1978	22 000 élèves suivis pendant huit ans	
Panel 1980		21 000 élèves suivis pendant dix ans
Panel 1989		25 000 élèves suivis pendant quinze ans
Panel 1995		17 800 élèves suivis pendant seize ans
Panel 1997	9 600 élèves suivis pendant seize ans	
Panel 2007		35 000 élèves suivis depuis la rentrée scolaire 2007
Panel 2011	15 200 élèves suivis depuis la rentrée scolaire 2011	

Tableau 1 : les différents panels d'élèves mis en place par le ministère de l'Éducation nationale

La profondeur chronologique de ces études en fait une source possible pour les historiens, ne serait-ce que pour contextualiser les travaux portant sur la période décisive du début de la Cinquième République, alors que s'accélère le processus de transformation structurelle du système éducatif, avec notamment la loi Haby du 10 juillet 1975 instaurant le principe du collège unique⁷ et l'objectif, proclamé en 1985, de mener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat⁸. Dans le cadre de recherches dédiées à l'histoire des élèves, les

6 Les panels d'élèves du ministère de l'Éducation nationale sont mis à disposition des chercheurs par l'intermédiaire du Réseau Quetelet (<http://quetelet.progedo.fr/donnees-francaises/>), portail français d'accès aux données pour les sciences humaines et sociales qui permet aux chercheurs français et étrangers d'obtenir des bases de données nécessaires à leurs traitements, notamment des fichiers issus des grandes enquêtes, recensements et autres bases de données provenant de la statistique publique française. Cette diffusion est gratuite, sous plusieurs conditions dont une finalité exclusive de recherche. Le détail des données disponibles, les procédures d'accès et modalités de commande sont indiquées sur le site du réseau Quetelet. Dans tous les cas, les chercheurs doivent signer un engagement individuel de confidentialité par rapport aux données qui leur sont confiées dans le cadre exclusif de leur projet de recherche.

7 Laurent Gutierrez, Patricia Legris (dir.), *Le collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

8 Florence Defresne, Jérôme Krop, «La massification scolaire sous la V^e République. Une mise en

panels constituent une ressource statistique incontournable, même si le champ chronologique qu'ils balayent, pour les plus récents d'entre eux, s'apparente à une histoire du temps présent, pour laquelle le recul chronologique peut apparaître insuffisant pour une analyse historique approfondie.

Les panels d'élèves sont une source d'autant plus intéressante à mobiliser pour l'analyse historique que, parmi les huit panels mis en place, sept l'ont été dans la perspective de disposer de données permettant d'évaluer les principales réformes qui ont marqué la politique éducative entre 1970 et nos jours : généralisation de l'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire (panel 1973), développement de l'accès à l'école maternelle à trois ans (panel 1978), réforme du collège unique (panel 1980), objectif de faire parvenir 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat (panel 1989), réforme du collège de 1994 (panel 1995), instauration des cycles à l'école élémentaire (panel 1997), effet de la loi d'orientation de 2005 et de la réforme de l'éducation prioritaire de 2006 (panel 2007). Seul le dernier panel d'écoliers, mis en place à la rentrée 2011, fait exception. L'objectif principal de sa mise en œuvre était de disposer de données sociodémographiques sur les écoliers alors que le nouveau système d'information administratif du premier degré – la Base d'élèves du premier degré (BE1D) – avait été expurgé de toute information de ce type.

Une spécificité des panels est de pouvoir collecter, sur des échantillons conséquents, des données personnelles beaucoup plus riches que celles disponibles dans les systèmes d'information sur les élèves, et cela tant en termes de mesures de la réussite scolaire que de caractéristiques de l'environnement familial. Certaines d'entre elles touchent des aspects, comme l'origine, que la CNIL ne permet pas de recueillir de manière ou, comme la nationalité ou la date d'arrivée en France, dont l'introduction dans des bases de gestion suscite de fortes résistances, comme l'a montré l'émotion provoquée par la mise en place, en 2007, de la Base élèves du premier degré (BE1D).

Plus qu'une analyse socio-historique de ces dispositifs de production des données statistiques par l'État⁹ ou une étude critique des statistiques scolaires¹⁰, l'objet du présent article est de faire le bilan des panels d'élèves dans la perspective

---

perspective des archives de l'Éducation nationale», *Éducation et formation*, n°91, septembre 2016, p. 5-20.

9 Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte/Syros, 1993.

10 Jean-Noël Luc, *La statistique de l'enseignement primaire au XIX^e et XX^e siècle*, Paris, Economica, 1985.

de leur possible utilisation par les historiens. Quelle a été, sur plus de quatre décennies, l'évolution de ce dispositif institutionnel de collecte de données qui constitue aujourd'hui le principal outil de connaissance statistique des parcours scolaires? Le présent article se propose de revenir sur cette expérience, en analysant dans une perspective historique les différents dispositifs mis en œuvre : dans quelles conditions ont-ils été mis en place? Pour quels objectifs? Comment leurs principes de collecte ont-ils évolué? Après avoir analysé les conditions d'élaboration et de mise en œuvre des premiers panels, nous observerons comment les dispositifs de collecte se sont étoffés dans les années quatre-vingt-dix, d'abord en interrogeant directement les familles et en mesurant de manière standardisée les acquis cognitifs et conatifs des élèves, ensuite en renforçant le caractère longitudinal de ces prises d'information. Il conviendra alors de s'interroger sur les usages possibles des panels d'élèves dans le cadre de la recherche historique.

I. De la naissance du suivi longitudinal des scolarités à la mise en œuvre des premiers panels d'origine ministérielle

1. Mesurer les effets des réformes de structure des années 1960-1970

Comme il a été rappelé plus haut, l'utilisation de l'observation longitudinale pour étudier les parcours des élèves n'est pas née au sein du service statistique du ministère de l'Éducation nationale. Elle a d'abord été développée à l'Institut national d'études démographiques, lorsqu'en 1962, Alain Girard, sociologue et démographe recruté en 1946, un an après la création de l'institut, et Henri Bastide ont décidé de poursuivre l'observation d'un échantillon d'élèves constitué initialement pour analyser le devenir scolaire immédiat des élèves en fin de CM2 à une époque où la fin de l'école élémentaire constitue encore un palier d'orientation. Cette étude prolonge les premières enquêtes par questionnaire sur échantillon réalisées par l'INED dès les années 1950 à l'initiative personnelle de son premier directeur, Alfred Sauvy. Les travaux d'Alain Girard sur les rapports entre la stratification sociale et la démocratisation de l'enseignement le conduiront à être nommé professeur titulaire de la chaire de démographie de la Sorbonne en 1964, signe de l'importance acquise à l'époque par la statistique scolaire, enjeu stratégique majeur pour les réformateurs d'un système éducatif nécessitant des transformations structurelles et soumis à une forte pression démographique.

En effet, au début des années soixante, l'orientation des élèves à la fin de la scolarité élémentaire reste une question essentielle. Seul un peu plus d'un élève sur deux entrait alors en sixième et les deux chercheurs avaient pour objectif premier de mieux comprendre la manière dont étaient orientés les élèves à l'issue de la scolarité élémentaire. Leur étude intervient dans un contexte marqué par la suppression des classes de fin d'études et la généralisation de l'entrée en sixième. La transformation des cours complémentaires en collège d'enseignement général, sous l'effet de la réforme Berthoin de 1959, qui prolonge la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans pour les élèves nés à partir de 1953, les conduit à examiner les effets de cette transformation du système scolaire sous l'angle de l'équité :

« le système mis en place par la réforme assure-t-il à tous, comme c'est son intention déclarée, des chances égales en face de l'option qui s'offre à eux : rester à l'école élémentaire, entrer en classe de 6^e, soit dans un collège d'enseignement général dispensant quatre années d'études jusqu'à la fin de la 3^e, soit dans un lycée ou collège conduisant au baccalauréat ? »¹¹.

Dans un contexte économique et social d'expansion économique et de forte augmentation des effectifs scolaires, sous l'effet conjugué de la croissance démographique et de l'allongement progressif des scolarités, cette problématisation de la question sociale en termes de parcours scolaire les amène à prolonger leur étude, en transformant leur enquête transversale sur l'orientation en fin de CM2 en un panel d'élèves du second degré dont les élèves seraient suivis jusqu'au terme de leurs études secondaires, soit pendant onze ans¹².

Cette première enquête, fondée sur le suivi d'un échantillon de 20 000 élèves terminant en juin 1962 leur scolarité élémentaire, a constitué un socle empirique fondamental de la sociologie de l'éducation et du système éducatif. Dans *La reproduction*, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron font référence au panel de l'INED pour souligner que les disparités sociales d'entrée en sixième s'expliquent plus par des différences de choix d'orientation, en fin de CM2 que par des différences de résultats scolaires¹³. L'enquête est aussi largement

11 Alain Girard, Henri Bastide, « Orientation et sélection scolaire. Cinq années d'une promotion : de la fin du cycle élémentaire à l'entrée dans le 2^e cycle du second degré », *Population*, 24^e année, n° 1, Paris, 1969, p. 11.

12 Pour une analyse complète des parcours de cette cohorte voir : Alain Girard, Henri Bastide, « De la fin d'études élémentaires à l'entrée dans la vie professionnelle ou à l'Université. La marche d'une promotion de 1962 à 1972 », *Population*, 28^e année, n° 3, 1973, p. 571-594.

13 Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système*

utilisée par Raymond Boudon dans *L'inégalité des chances*¹⁴. Dévoilant la part d'arbitraire social inhérent au fonctionnement de l'école, l'étude pionnière de Girard et Bastide eut, de manière plus générale, un très large écho dans la société française. Elle contribua à faire de l'égalité des chances un thème dominant et récurrent du débat public sur l'éducation.

La profonde transformation du système éducatif induite par la scolarisation de l'ensemble des élèves au sein du même établissement jusqu'en classe de 3^e explique la nécessité de mieux connaître les caractéristiques sociodémographiques et l'environnement familial des élèves, et cela d'autant plus que le panel de l'INED avait attiré l'attention sur la diversité des cursus scolaires après le CM2 et la sélection sociale à l'œuvre dans l'enseignement secondaire qu'elle reflétait. Il s'agit donc à la fois de mieux comprendre les effets de ces politiques sur les cursus scolaires et de disposer des éléments permettant d'en évaluer l'équité. Or, le système d'information statistique sur les élèves du début des années 1970 était peu outillé pour répondre à ces nouveaux besoins. En effet, il ne comportait pas de données individuelles, mais seulement des données agrégées au niveau de l'établissement, recueillies au travers des recensements exhaustifs d'élèves de début chaque année scolaire. Cette situation rendait particulièrement difficile une observation détaillée des processus d'orientation des élèves. Par ailleurs, du fait même de ses conditions de production, à charge exclusive des établissements qui doivent renseigner dans des tableaux récapitulatifs la situation de tous leurs élèves, ce système d'information ne comportait, à l'exception du sexe, aucune donnée sociodémographique sur les élèves et leur milieu familial¹⁵.

Les responsables du Service central des statistiques et de la conjoncture, qui sera remplacé en 1970 par le Service central des statistiques et des sondages, sont d'autant plus attentifs à cette situation que plusieurs d'entre eux ont collaboré étroitement avec Pierre Bourdieu, au début des années soixante. C'est le cas d'Alain Darbel (1932-1975), qui est, de 1969 à 1972, chef du département

---

d'enseignement, Paris, Éditions de Minuit, 1970, p. 186. Ils s'appuient sur les premiers résultats du panel 1962 : Alain Girard, Paul Clerc, « Nouvelles données sur l'orientation scolaire au moment de l'entrée en sixième », *Population*, 19^e année, n° 5, octobre-décembre 1964, p. 829-872.

14 Raymond Boudon, *L'inégalité des chances*, Armand Colin, Paris, 1973.

15 Toutefois, pour pallier cette absence de l'origine sociale, une enquête sur l'origine socio-professionnelle du second degré était mise en œuvre parallèlement aux recensements exhaustifs de début d'année scolaire. Elle portait uniquement sur les niveaux quatrième et seconde. Pour plus d'informations, voir Françoise Œuvrard, « Origine socio-professionnelle des élèves du second degré : étude rétrospective 1958-1976 », *Études et documents*, n° 1, Paris, SEIS-MEN, 1980, p. 87-97.

méthodes et sondages au Service central des statistiques et des sondages. Présenté, au moment de son décès prématuré dans un accident de haute montagne, comme, « un combattant acharné pour la sociologie¹⁶ », Alain Darbel participe aux côtés de Pierre Bourdieu à l'enquête dont les résultats seront publiés en 1963 dans *Travail et travailleurs en Algérie* dont il est l'un des coauteurs¹⁷. Il élabore ensuite le plan de sondage de l'enquête qui sert de base aux *Héritiers* (1964) et prolonge sa collaboration avec le sociologue en publiant avec lui *L'Amour de l'Art* en 1966¹⁸. En 1973, un autre des coauteurs de *Travail et travailleurs en Algérie*, Claude Seibel est nommé à la tête du Service d'informations économiques et statistiques (SIES) qui prend la suite, en mai 1973, du Service central des statistiques et des sondages. Ces deux statisticiens connaissent donc bien la sociologie et sont déjà fortement sensibilisés à la question des inégalités sociales devant l'école.

Trois panels d'élèves sont alors lancés : deux panels du second degré recrutés à l'entrée en sixième (panel 1973 et panel 1980 constitués respectivement de 37 500 élèves suivis pendant onze ans en trois cohortes décalées d'un an [1972, 1973 et 1974] et 21 000 élèves suivis pendant dix ans) et un panel d'élèves du premier degré (le panel 1978, recruté à l'entrée au cours préparatoire et suivi pendant huit ans).

2. L'élaboration d'une méthodologie spécifique

Deux objectifs principaux sont assignés au premier panel d'élèves du ministère de l'Éducation nationale, mis en œuvre à partir de 1972 :

« Un aspect descriptif : l'observation et la description des déroulements de scolarité des cohortes d'élèves recrutés dans le panel » ; des aspects « explicatifs [en ventilant la description des déroulements de scolarité selon] les facteurs susceptibles d'avoir une influence sur les carrières scolaires : facteurs individuels (familiaux médicaux, psychologiques, résultats scolaires, information et orientation) et collectifs (environnement scolaire et géographique) »¹⁹.

16 Jacques Lautman, « In memoriam : Alain Darbel (1932-1975) », *Revue française de sociologie*, vol. 16, n°3, 1975, p.419-420.

17 Pierre Bourdieu, Alain Darbel, Jean-Paul Rivet, Claude Seibel, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1963.

18 Pierre Bourdieu, Alain Darbel, *L'amour de l'art. Les musées d'art européens et leur public*, Paris, Éditions de Minuit, 1966.

19 J. P. Spindler, « Document de travail de la DRIPE, service central des statistiques et des sondages sur les possibilités de lancement du panel national d'élèves », AN, F/BIS 36288, novembre 1971 p.2.

Sur le plan technique, la mise en œuvre du panel 1973 est l'aboutissement d'une réflexion plus ancienne, menée dès 1968 par le service statistique ministériel de l'époque, le service central des statistiques et de la conjoncture. À cette date, le ministère de l'Éducation nationale avait passé une convention avec l'Institut de mathématiques appliquées de l'université de Grenoble. La réflexion méthodologique concernant la mise en place d'un panel d'élèves au niveau national s'appuie fortement sur le projet présenté à cette occasion. Cette réflexion préfigure les questions nodales qui vont accompagner, tout au long de leur histoire, la mise en place de panels d'élèves : choix du niveau de recrutement, sondage à un ou plusieurs degrés, périodicité de collecte, variables pertinentes pour caractériser le passé scolaire et l'environnement familial de l'élève, etc.

Par rapport au projet développé par l'université de Grenoble, le service central des statistiques et des sondages s'attache à définir un dispositif dont la réalisation ne soit pas trop exigeante en moyens et qui puisse être mise en œuvre rapidement. Aux cohortes recrutées tous les trois ans à l'entrée au cours préparatoire proposées par l'université de Grenoble, il est substitué, à compter de la rentrée 1972, un recrutement en trois vagues successives de 12 000 élèves entrant pour la première fois en sixième – pour pouvoir suivre les parcours dans l'enseignement secondaire d'une génération entière alors que dans le système éducatif du début des années soixante-dix, plus d'un enfant sur deux parvient en sixième après au moins un redoublement. Ce report de l'observation du panel du début de cours préparatoire à l'entrée en sixième permet de simplifier les modalités d'échantillonnage : au sondage à trois degrés – unités administratives, districts scolaires, écoles – proposé par l'université de Grenoble est substitué un sondage aléatoire simple (sont retenus dans l'échantillon tous les enfants entrants pour la première fois en sixième nés le 1^{er} d'un mois pair), inspiré du mode de sondage de l'échantillon permanent de l'INSEE. Dans un même esprit, la sélection des variables mesurant les facteurs individuels susceptibles d'influencer les comportements scolaires est resserrée sur la profession des parents et la composition de la famille afin de ne pas surcharger les chefs d'établissement lors de la collecte des informations. Le projet de l'université de Grenoble était beaucoup plus ambitieux puisqu'il prévoyait la collecte de 228 variables individuelles (dont 45 variables familiales et 54 variables psychométriques) et de 347 variables d'environnement. En définitive, l'architecture globale du premier panel d'élèves mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, comme celles des panels 1978 et 1980 qui vont suivre, reste très proche de

celle du panel INED de 1962. Le dispositif de collecte mis en œuvre comporte trois composantes, qui impliquent principalement les chefs d'établissement et les inspections académiques : un questionnaire de recrutement qui reconstitue de manière fine le passé scolaire de l'élève et apporte des informations sur son milieu social et la composition de sa famille ; une actualisation annuelle de la situation scolaire de l'élève, réalisée chaque année en interrogeant l'établissement scolaire de l'année précédente et poursuivie jusqu'au terme de sa scolarité secondaire ; une prise d'information spécifique sur le déroulement de la procédure d'orientation en fin de troisième pour restituer les vœux des familles et les propositions des conseils de classe.

Les modalités de collecte lors des premiers panels présentent un caractère administratif prononcé. D'une part, la quasi-totalité de l'information est recueillie auprès des chefs d'établissement et des directeurs d'école ; les familles ne sont contactées qu'en bout de course, lorsque le dernier établissement connu n'est pas en mesure d'actualiser la situation scolaire de l'enfant. Elles doivent remplir alors le même questionnaire que les chefs d'établissement. D'autre part, les inspections académiques sont mises à contribution pour superviser la collecte dans les établissements scolaires de leur ressort : elles sont le passage obligé des retours des questionnaires vers le service statistique du ministère. Cette implication du niveau local est un adjuvant puissant au bon déroulement de l'enquête, qui se traduit par une attrition faible, toujours inférieure à 10 %.

Mais les écoles ou les collèges ne sont pas toujours l'instance adéquate pour collecter toutes les informations pertinentes pour analyser les parcours d'élèves. Ainsi, l'enquête de recrutement du panel 1978 s'est heurtée à une forte résistance des directeurs d'école quand il a été demandé à ceux-ci de renseigner le niveau d'études des parents. Cette information ne figurait pas dans la fiche de renseignements que remplissaient les familles de l'école en début de chaque année scolaire et, dans un contexte caractérisé par une certaine défiance face à la collecte d'information par les services statistiques de l'État²⁰, certains directeurs d'école se sont montrés réticents à la demander aux parents. Cette situation a induit une part relativement importante de non-réponses puisque

---

20 Suite au rejet par l'opinion publique du Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus (SAFARI) concentrant l'ensemble des informations individuelles détenues par l'État, dénoncé par *Le Monde* comme une « chasse aux Français » dans un article retentissant de son édition du 21 mars 1974, la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés est votée le 6 janvier 1978.

la variable n'a pas pu être renseignée pour près d'un tiers des familles. Or, la première étude réalisée à partir de ces données²¹ met en évidence un lien fort entre capital scolaire des parents et réussite à l'école des enfants – que de nombreux travaux ultérieurs ont largement confirmé – montrant l'importance de cette information.

3. Des panels en grande partie déconnectés des évaluations standardisées d'acquis

Autre limite de ces premiers dispositifs d'observation et d'analyse des parcours scolaires, l'absence de mesure d'acquis d'élèves dans les panels d'élèves de cette époque est frappante. Dans les nombreuses études auxquelles ils ont donné lieu, le rendement du système éducatif et son équité ne sont appréciés qu'en termes de parcours. Le fait d'avoir ou non redoublé et, dans l'enseignement secondaire, l'orientation vers l'enseignement général ou professionnel constituent les seuls critères de réussite.

Cette absence de mesures d'acquis étonne à plusieurs titres. D'une part, dès 1975, le service d'informations économiques et statistiques (SIES) – qui avait succédé en 1973 au service central des statistiques et des sondages – avait mis en œuvre une évaluation des acquis des élèves en fin de 5^e et comportait un département des techniques et études d'évaluation. D'autre part, cette absence n'est pas totale puisqu'un sous-échantillon de 1 900 élèves du panel 1978 avait été constitué pour évaluer les compétences des élèves à l'école élémentaire. Mais observation longitudinale des parcours scolaires à l'école et mesure des acquis cognitifs se développent en parallèle, comme si elles constituaient deux opérations totalement indépendantes l'une de l'autre, n'ayant pas vocation à s'enrichir mutuellement. Les études qui mobilisent les mesures d'acquis réalisées à cette occasion sont très représentatives de cette situation : le fait que l'échantillon d'élèves utilisé soit un sous-échantillon du panel 1978 et que les caractéristiques sociodémographiques des élèves prises en compte en soient issues n'est jamais évoqué dans la présentation du dispositif d'évaluation ; et lorsque ces travaux font référence aux résultats des études réalisées sur le panel 1978, ce dernier est présenté comme s'il s'agissait d'une enquête totalement étrangère à l'évaluation

21 Guy Truchot, « Niveau d'études des parents et scolarité primaire des enfants », *Éducation et formations*, n°6, juin 1984, p.3-18.

des élèves²². Il n'est donc pas surprenant que toute idée de «*feed-back*» – au moins pour ces 1 900 élèves – des mesures d'acquis vers le panel 1978 n'ait jamais été mise en œuvre, alors qu'il aurait été pourtant intéressant d'enrichir l'analyse du parcours scolaire à l'école élémentaire par une prise en compte du niveau d'acquis des élèves au début de leur scolarité. Un des éléments qui peuvent être avancés pour expliquer cette situation est la faible reconnaissance par les acteurs du système éducatif de la nécessité des évaluations standardisées d'acquis dans les années 1970 et 1980. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que celles-ci vont s'imposer comme une composante indispensable à l'aide au pilotage et à l'évaluation des politiques éducatives²³.

II. Une forte diversification de l'information collectée dans les années 1990

Les dispositifs des panels d'élèves connaissent au cours des années quatre-vingt-dix de profondes transformations visant à accroître l'étendue de l'information collectée. Ce besoin émerge d'une réflexion interne à la DEP et des échanges avec les chercheurs lors de la mise en place des panels 1989, 1995 et 1997. Le renforcement du lien entre mesure des acquis des élèves et observation des parcours est un des enjeux majeurs de l'évolution des panels d'élèves au cours des années 1990. Trois panels d'élèves sont alors mis en œuvre : deux panels d'entrants en sixième, en 1989 (25 000 élèves suivis pendant quinze ans) et 1995 (17 800 élèves suivis pendant seize ans), et un nouveau panel d'écopiliers, en 1997 (9 600 élèves suivis pendant seize ans). Comme les précédents, ces nouveaux panels d'élèves sont lancés dans un contexte particulièrement riche en mesures de politiques éducatives : objectif de faire parvenir 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat, loi d'orientation de 1989, mise en place des cycles à l'école élémentaire, suppression du palier d'orientation de cinquième en 1994. Par ailleurs, ces panels bénéficient de la modernisation des dispositifs connexes

---

22 Voir par exemple Claude Seibel, Jacqueline Levasseur, « Les apprentissages instrumentaux et le passage du cours préparatoire au cours élémentaire », *Éducation et formations*, n°2, janvier-mars 1983, p. 15. Il faudra attendre une exploitation secondaire des résultats de cette évaluation par des chercheurs pour que le lien entre cette évaluation et le panel du premier degré recruté en 1978 soit rappelé (voir Christine Leroy-Audoin, Marie Duru-Bellat, « Pratiques pédagogiques et acquis des élèves au CP », *Éducation et formations*, n°26, janvier-mars 1991, p. 3-12).

23 Voir Thierry Rocher, Bruno Troselle, « Les évaluations standardisées des élèves – Perspective historique », *Éducation et formations*, n°86-87, mai 2015, p. 15-35.

de collecte annuelle d'informations sur les élèves par le service statistique du ministère de l'Éducation nationale. Au cours des années 1990, le ministère de l'Éducation nationale s'est en effet doté, dans le but notamment d'apporter un accompagnement efficace à la gestion de la scolarité des élèves du second degré, d'un système d'information administratif (*SCOLARITE*, puis *SCONET* et maintenant *SIECLE* – acronyme de Système d'Information pour les Élèves de collèges, de Lycées et pour les Établissements) qui s'appuie sur des bases de données individuelles implantées dans les établissements scolaires. Celles-ci alimentent des remontées académiques et nationales qui permettent de disposer de données administratives individuelles exhaustives à ces niveaux géographiques.

Cette mutation est mise à profit pour moderniser le processus d'actualisation de la situation scolaire des élèves des panels. À partir de la rentrée scolaire 1994, celle-ci va se faire dorénavant par croisement de fichiers avec les bases d'élèves académiques (BEA) implantées dans les rectorats, ce qui allège fortement les modalités d'actualisation de la situation scolaire et accroît la fiabilité de l'information remontée. Dans un tel dispositif, les interrogations directes, par voie postale, des chefs d'établissement deviennent résiduelles et ne concernent que les élèves non retrouvés dans les BEA. Dans une même perspective, le système d'information sur les examens *OCEAN* est mis à profit pour renforcer les mesures de réussite en permettant de disposer des notes obtenues par les élèves des panels aux examens nationaux. Initié avec le panel 1995 pour les notes au baccalauréat, cet enrichissement sera étendu, dans le panel 1997, aux notes obtenues au brevet.

1. Une intégration progressive de mesures standardisées d'acquis

Pour accompagner la mise en œuvre d'une pédagogie différenciée dans une scolarité structurée en cycles prévue par la loi d'orientation de 1989, sont mises en place, à la rentrée scolaire de septembre 1989, les premières évaluations diagnostiques de masse, réalisées à l'entrée au CE2 et en sixième. Conçues et pilotées par la DEP, ces évaluations ont pour finalité d'apporter aux enseignants des informations sur le niveau d'acquis en français et en mathématiques de leurs élèves afin qu'ils puissent remédier aux difficultés repérées en adaptant leurs pratiques pédagogiques. Dans cette perspective, elles ne donnent pas lieu à des remontées nationales ou académiques exhaustives.

Néanmoins, malgré ce contexte peu propice à une utilisation des évaluations nationales pour une finalité qu'elles n'avaient pas initialement, la DEP

décide de collecter les résultats obtenus par les élèves des panels. Mise en place tardivement, une année après le lancement de l'enquête, la remontée des résultats obtenus par les élèves du panel 1989 ne porte que sur les scores globaux en français et en mathématiques et, vu sa date tardive de réalisation, ne sera couronnée de succès que pour un peu plus de la moitié des collégiens concernés (57 %). Mais l'idée sera reprise pour les panels 1995 et 1997 avec la remontée d'informations beaucoup plus complètes que dans le panel 1989. La pertinence de cet enrichissement de l'analyse des parcours par des mesures d'acquis apparaît rapidement dans les études réalisées sur ces panels. Ainsi, le niveau d'acquis en français et en mathématiques à l'entrée en sixième permet largement de prédire le déroulement de la scolarité secondaire des élèves du panel 1989 : être entré en sixième en faisant partie des 25 % les plus faibles dans ces deux disciplines accroît fortement le risque de sortie sans qualification et laisse moins de deux chances sur dix d'atteindre la seconde générale et technologique²⁴.

La place des mesures d'acquis des élèves s'améliore d'autant plus que, pour les panels 1995 et 1997, des évaluations spécifiques, dont les protocoles sont mis au point par le bureau des évaluations des élèves de la DEP en collaboration avec des chercheurs, sont pour la première fois mises en œuvre sur l'ensemble des élèves. La première d'entre elles concerne les élèves du panel 1995 dont les méthodes de travail et les connaissances civiques sont mesurées à l'entrée en sixième. La seconde est réalisée dans le cadre du panel 1997 : le dispositif de l'enquête comporte une évaluation des acquis cognitifs des élèves à l'entrée au cours préparatoire. Celle-ci montre, dès l'entrée au cours préparatoire, l'existence de fortes disparités sociales d'acquis, mesurée précisément pour la première fois²⁵.

2. Un enrichissement de l'information recueillie par des interrogations directes des familles...

La mise en place du panel 1989 a été l'occasion de s'interroger plus largement sur la manière dont les anciens panels rendaient compte des différences de situation familiale. Dans le but notamment de mieux comprendre le comportement des

---

24 Voir Jean-Paul Caille, « Niveau d'acquisition à l'entrée en sixième et réussite au collège », *Note d'information* n°97.01, Paris, MENESR-DEP, janvier 1997.

25 Jean-Pierre Jeantheau, Fabrice Murat, « Observation à l'entrée au CP des élèves du panel 1997 », *Note d'information*, n°98-40, Paris, MENESR-DEP, décembre 1998.

familles pendant les phases d'orientation, la nécessité de ne plus s'intéresser aux seules caractéristiques sociodémographiques des familles, mais de recueillir aussi des informations sur leurs pratiques et leurs représentations en rapport avec l'école s'est imposée, notamment pour mesurer leur degré d'implication dans le suivi de la scolarité de l'enfant et leurs attentes en matière de formation initiale. Celles-ci jouent un rôle d'autant plus important dans le destin scolaire des jeunes que le système éducatif français a la particularité d'accorder une place relativement importante aux souhaits des familles et des élèves dans les procédures d'orientation de l'enseignement secondaire. De plus, l'analyse des parcours scolaires à l'école élémentaire ou dans l'enseignement secondaire implique une bonne connaissance du passé scolaire de l'enfant. Du fait de l'absence de dossier sur la scolarité antérieure au moment de l'entrée au cours préparatoire ou en sixième, directeurs d'école et principaux de collège étaient relativement démunis pour renseigner les questions qui leur étaient posées sur cet aspect dans les questionnaires de recrutement des anciens panels. Les taux de réponses aux questions et la précision des réponses s'en ressentaient. Ces différents constats font que les interrogations des familles sont devenues une composante indispensable des panels d'élèves. Initiée en 1991 dans le cadre du panel 1989, par une enquête purement postale, cette interrogation directe des familles bénéficie, dans les panels 1995 et 1997, d'une extension téléphonique pour résorber les non-réponses et d'un questionnaire plus fourni. Les différentes enquêtes *Famille* mises en œuvre ont été particulièrement bien reçues par les familles. Bien qu'elle soit purement postale, la première enquête *Famille* (panel 1989) bénéficie de 81 % de réponses. La participation atteint respectivement 87 % et 88 % pour les enquêtes des panels 1995 et 1997²⁶.

3. ... et des élèves...

Parallèlement, émerge la nécessité d'interroger directement les élèves, pour mieux faire le lien entre la scolarité et les comportements et les représentations des élèves. Ces interrogations prennent une forme différente selon les panels.

Le panel 1989 met en œuvre l'idée de questionnements approfondis, en face à face, de sous-échantillons d'élèves. Dans cette perspective, deux enquêtes complémentaires sont mises en place : l'une, en mai-juin 1991, s'attache à

26 Réalisées dans le cadre juridique de la loi du 7 juin 1951 modifiée, elles sont, comme les autres opérations des panels d'élèves, assorties de l'obligation de réponse qui favorise cette forte participation.

restituer les emplois du temps des élèves en faisant remplir à un sous-échantillon de 1 865 élèves du panel un carnet d'emploi du même type que celui développé par l'INSEE pour la population adulte, couplé avec un questionnaire permettant de restituer les activités non quotidiennes et la manière dont les parents s'impliquent dans la scolarité²⁷ ; l'année suivante, une autre enquête cherche à mieux cerner les facteurs de difficultés scolaires, en interrogeant un sous-échantillon de 1 880 élèves – 1 400 en difficulté scolaire, 480 en situation de réussite, mais de mêmes caractéristiques sociodémographiques et faisant office d'échantillon témoin – ainsi que leurs parents sur leurs perceptions de la scolarité et leurs conditions de vie²⁸. Parallèlement, Christian Baudelot entreprend, en collaboration avec l'observatoire de la lecture de France-Loisirs, un suivi des pratiques de lecture de 1 200 élèves du panel 1989 en les interrogeant, par voie postale, pendant cinq ans²⁹.

L'interrogation des élèves du panel 1995 s'inscrit dans une problématique différente. En effet, à partir de la fin des années 2000, les responsables de la statistique publique prennent conscience du retard de la France en matière de panels démographiques. Cette situation a conduit plusieurs organismes (DARES, DEPP, INSEE, INED, CEREQ et le LAMAS – Laboratoire d'analyse secondaire et de méthodes appliquées à la sociologie) à réfléchir ensemble sur les pistes possibles pour le combler. L'une des pistes évoquées est d'élargir le champ du panel 1995 en ouvrant son dispositif à un recueil d'informations qui ne soient pas circonscrites au seul champ scolaire. Cette idée trouve notamment sa concrétisation dans la mise en place de deux dispositifs. D'une part, l'ensemble des élèves du panel 1995 sont interrogés au cours des second et troisième trimestres 2002 dans le cadre de l'enquête *Jeunes 2002* dont le questionnaire a été conçu en collaboration avec le LAMAS. L'enquête a pour objectif principal de préciser les représentations des jeunes en fin d'études secondaires en les interrogeant notamment sur leur vécu de la scolarité secondaire, leur

---

27 Pour des exemples d'études réalisées à partir de cette enquête, voir Jean-Paul Caille, «Formes d'implication parentale et difficulté scolaire au collège» et «Vie quotidienne des élèves et difficultés scolaires au collège», *Éducation et formations*, n°36, octobre 1993, p. 35-45 et p. 55-63.

28 Pour une analyse de la difficulté scolaire au début du collège à partir de cette enquête, on se référera à Alice Davaillon, «L'élève en difficulté et le collège : sur fond de fortes attentes, une vision plus critique» et «Les collégiens en difficulté», *Éducation et formations*, n°36, octobre 1993, p. 21-27 et p. 47-53.

29 Pour les résultats de cette enquête, voir Christian Baudelot, Marie Cartier, Christine Detrez, *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Seuil, 1999.

image de soi et leurs projets professionnels et universitaires³⁰. D'autre part, l'enquête *Entrée dans la vie adulte* (EVA) est mise en place pour le panel 1995, en partenariat avec l'INSEE qui en sera le maître d'œuvre. Elle a pour objectif de recueillir des informations sur la manière dont les jeunes vivent les années qui suivent la fin de leur formation initiale : insertion sur le marché du travail, décohabitation, ressources financières, mise en couple. Cette enquête est annuelle et sera réalisée pendant sept années, de 2005 à 2012³¹.

Les modalités de collecte de ces opérations sont très proches de celles des enquêtes *Famille*. Les jeunes doivent remplir un questionnaire, d'abord auto-administré par voie postale, puis passé intégralement par téléphone en cas de non-réponse après un rappel postal. Les taux de réponse montrent combien la réception de ces enquêtes par les jeunes est étroitement liée à leur situation scolaire. Si près 80 % des jeunes recrutés dans le panel 1995 répondent à l'enquête *Jeunes 2002*, les taux de réponse varient fortement selon leur situation scolaire : 88 % des lycéens généraux et technologiques répondent contre 74 % des lycéens professionnels et des apprentis et seulement 42 % des jeunes sortis de formation initiale. Ce faible taux de réponse attire l'attention sur une difficulté structurelle dans l'interrogation des sortants précoces du système éducatif : les questionnaires auto-administrés, que ce soit sous une forme postale ou informatique, sont peu adaptés à leur faible niveau de formation initiale ; il y a sans doute chez eux aussi une certaine réticence, compte tenu de leurs difficultés scolaires ou de leur situation souvent précaire sur le marché du travail, à répondre à une enquête qui les interroge sur ces sujets. Cette difficulté s'observe aussi dans l'enquête *Entrée dans la vie adulte* dont les taux de réponse progressent sensiblement au fur et à mesure qu'elle touche des jeunes sortis plus tardivement du système éducatif.

4. ... ainsi qu'un allongement de la période d'observation des cohortes

La mise en place de l'enquête *Entrée dans la vie adulte* a eu pour conséquence d'allonger sensiblement la période d'observation du panel 1995. Mais cette situation n'est pas propre à ce dernier panel. Les années quatre-vingt-dix sont

30 Les résultats de cette enquête ont donné lieu à un numéro spécial d'*Éducation et formations* : *Les représentations des élèves du panel 1995 sept ans après leur entrée en sixième*, *Éducatons et Formations*, n°72, septembre 2005.

31 Pour une présentation des résultats de l'enquête EVA, voir Véronique Guyon, Sylvie Lemaire, Fabrice Murat, «Un élève sur deux entrés en 6^e en 1995 fait des études 10 ans plus tard», *Insee Première*, n° 1158, septembre 2007, 4 p.

marquées par un allongement sensible de la durée d'observation de la formation initiale dans les autres panels. En effet, dans le but de mieux comprendre les facteurs de réussite dans l'enseignement supérieur, le panel 1989 est le premier panel de collégiens à être prolongé à ce niveau d'enseignement. Une collecte annuelle est mise en place selon des modalités identiques à celles utilisées pour les interrogations des familles : les jeunes sont directement interrogés, d'abord par voie postale puis par voie téléphonique s'ils n'ont pas répondu après un premier rappel postal. Cette prolongation de l'observation du panel est bien reçue par les jeunes qui en font partie puisque selon les vagues les taux de réponse varient entre 88 et 90 %. Ses premiers résultats montrent combien les conditions de réussite dans l'enseignement supérieur s'enracinent dans le niveau d'acquis en fin d'études élémentaires : lorsqu'ils faisaient partie des 25 % de collégiens les plus faibles en français et en mathématiques à l'entrée en sixième, seulement 9 % des élèves du panel 1989 terminent leur formation initiale avec un diplôme de l'enseignement supérieur. À l'opposé, 83 % des jeunes connaissent cette situation quand leurs scores à l'évaluation de sixième les plaçaient parmi les 25 % des meilleurs élèves³². La prise en compte du redoublement fait apparaître des résultats comparables : seulement 10 % des élèves du panel 1989 entrés en sixième avec un an de retard obtiennent un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette forte corrélation entre parcours dans l'enseignement supérieur et déroulement de la scolarité élémentaire se retrouve dans les panels ultérieurs.

Cet allongement de la durée d'observation marque aussi le panel 1997 qui est le premier panel d'écoliers à être poursuivi au-delà de l'entrée en sixième, jusqu'à ce que les élèves terminent leurs études secondaires. En revanche, la taille relativement réduite de l'échantillon – un peu plus de 9 000 élèves – ne permet pas de prolonger l'observation dans l'enseignement supérieur, niveau d'enseignement où les cursus sont très diversifiés. Cet allongement de l'observation du panel 1997 dans l'enseignement secondaire a été mis à profit par le service statistique du ministère de la Culture pour étudier les transformations des pratiques culturelles des jeunes du CM2 à la première, en interrogeant l'ensemble des élèves de l'échantillon, tous les deux ans, pendant quatre ans³³.

---

32 Sylvie Lemaire, «Le devenir des bacheliers : parcours après le baccalauréat des élèves entrés en sixième en 1989», *Note d'information* n°06.01, Paris, MENESR-DEPP, janvier 2006.

33 Les résultats de l'enquête sont présentés dans Sylvie Octobre, Christine Detrez, Pierre Mercklé, Nathalie Berthomier, *L'enfance des loisirs ? Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence*, Paris, La Documentation française, 2010.

III. Une dynamique longitudinale renforcée dans les panels des années 2000

À la fin des années quatre-vingt-dix, les panels d'élèves se sont donc profondément transformés. De simples suivis administratifs au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, ils sont devenus des dispositifs plus complexes, articulant suivi des scolarités à partir de remontées administratives, mesures standardisées d'acquis des élèves, interrogations des familles, enquêtes spécifiques auprès des jeunes eux-mêmes pour mieux cerner leurs représentations, leurs parcours dans l'enseignement supérieur ou encore leurs conditions d'entrée dans la vie adulte. La richesse de l'information qu'ils permettent de recueillir s'est d'autant plus accrue que l'observation des cohortes s'est notablement allongée. Ces évolutions ont été encore prolongées et approfondies avec la mise en place des panels 2007 (35 000 élèves entrant en sixième) et 2011 (15 200 élèves entrant en CP). Cependant, ces deux opérations, qui ont bénéficié de moyens renouvelés, constituent bien une nouvelle étape de ceux-ci et pourront probablement constituer une source pertinente pour l'étude de l'évolution du système scolaire français dans la première partie du XXI^e siècle.

1. La mise en place d'évaluations des acquis cognitifs et conatifs spécifiques aux panels

La mesure des acquis reste le talon d'Achille des panels d'élèves des années 1990. En effet, si l'on exclut l'évaluation spécifique réalisée à l'entrée au cours préparatoire dans le panel 1997, les seules évaluations standardisées d'acquis cognitifs dont on dispose sont les évaluations nationales de CE2 et de sixième. Or, ces évaluations se prêtent mal à une utilisation dans le cadre d'une enquête longitudinale. D'une part, ce sont des évaluations *diagnostiques* et non *bilans*³⁴. Leur protocole a donc été construit pour le repérage de la difficulté et non la mesure des acquis des élèves à un niveau donné du système éducatif. Par ailleurs, dans un panel, du fait des redoublements, les élèves n'atteignent pas tous le même niveau la même année. En conséquence, selon qu'ils aient ou non redoublé, les élèves d'une même cohorte initiale passent les évaluations nationales de niveau ultérieur à des années différentes, ce qui signifie qu'ils

34 Sur cette distinction, voir Thierry Rocher, Bruno Troselle, *op. cit.*, p. 17 et 18.

ne seront pas évalués avec les mêmes épreuves, puisque les protocoles sont renouvelés chaque année et, sauf en cas d'items communs, ne sont pas comparables dans le temps. Dans ces conditions, la seule manière d'apprécier le niveau de réussite d'élèves ayant passé des évaluations à une année différente est de prendre en compte leur position relative dans la distribution nationale des scores, appréciée en déciles ou en quartiles, ce qui limite les conclusions que l'on peut en tirer.

Par ailleurs, aucune évaluation nationale n'est mise en œuvre en fin de troisième quand les élèves quittent le collège. Les acquis des élèves à ce niveau d'enseignement ne peuvent être appréciés qu'au travers des notes obtenues au diplôme national du brevet, ce qui n'est pas sans poser problème, compte tenu que, dans les années quatre-vingt-dix, le brevet comporte trois séries (collège, technologique et professionnel), aux épreuves et aux coefficients différents, et que, de surcroît on ne dispose dans le panel 1995 que des notes au contrôle continu³⁵. Au bout du compte, les mesures d'acquis restent, dans les panels d'élèves des années quatre-vingt-dix, très composites et ne permettent pas de comparer de manière rigoureuse l'évolution des acquis dans le temps – cela tant pour les élèves d'un même panel qu'entre panels recrutés à des moments différents.

La mise en place du panel 2007 est l'occasion de remettre à plat la place des évaluations standardisées d'acquis dans le dispositif des panels. En effet, l'un des objectifs du nouveau panel est de mesurer l'impact de la réforme de l'éducation prioritaire de 2006. Cette réforme est marquée par la mise en place des réseaux ambition-réussite (RAR) dont les élèves sont surreprésentés dans l'échantillon et pour l'évaluation desquels il est important de disposer de mesures d'acquis en début mais aussi en fin de collège, réalisées à partir de protocoles permettant la comparaison dans le temps des acquisitions dans les grands domaines de compétences en mathématiques ou en maîtrise de la langue. Par ailleurs, le réexamen de la manière dont les panels d'élève mesurent les acquis cognitifs des élèves des panels s'impose d'autant plus qu'en janvier 2007, les épreuves nationales d'évaluation de CE2 et de sixième sont supprimées³⁶. Ce

---

35 Ce qui pose aussi un problème de comparabilité puisqu'on sait que les notes au contrôle continu sont influencées par le contexte scolaire et notamment le niveau relatif de la classe, voir Fabrice Murat, «Les différentes façons d'évaluer les élèves en fin de collège», *Éducation et formations*, n°53, mars 1998 p.35-49.

36 Cette suppression sera progressive ; l'évaluation nationale au CE2 sera abandonnée dès la rentrée scolaire 2007, l'évaluation nationale en sixième seulement à la rentrée scolaire 2008.

contexte conduit le bureau des évaluations des élèves de la DEPP à élaborer un protocole d'évaluation spécifique. Cette évaluation est conçue pour fournir des résultats comparables dans le temps en matière d'évolution et permettre d'interroger des élèves qui ne sont pas nécessairement dans la même classe. Elle comporte deux volets. Un volet cognitif mesure la maîtrise des outils de la langue et mathématiques. Un volet conatif cherche à tester le sentiment d'efficacité personnelle en interrogeant les élèves sur leur motivation et leur anxiété face aux apprentissages, leurs intérêts scolaires et extrascolaires, les soutiens et les aides qu'ils sont amenés à solliciter dans leur environnement scolaire. Ces protocoles sont conçus pour être administrés à trois moments de la scolarité : en fin de sixième, en quatrième année de collège quand les élèves à l'heure ont atteint la troisième, et en cinquième année de collège si l'élève, en raison d'un redoublement, est encore en troisième.

Un dispositif d'évaluation analogue est élaboré quatre ans plus tard pour le panel d'écopiers recrutés en 2011 dont les élèves sont évalués deux fois, en fin de cours préparatoire et en fin de cinquième d'école élémentaire alors que les élèves à l'heure ont atteint le CM2. De plus, s'agissant de ce panel prolongé dans l'enseignement secondaire, il est décidé que la périodicité des évaluations sera accrue quand les élèves du panel atteindront le collège : ils seront alors évalués chaque année. Le recours à une telle périodicité est la conséquence des analyses issues des évaluations mises en œuvre dans le panel 2007. En effet, celles-ci montrent que, sur le plan cognitif, les inégalités sociales d'acquisition en mathématiques et en mémoire encyclopédique se creusent entre la sixième et la troisième³⁷. L'enjeu est alors d'observer plus finement à quel moment de la scolarité des collégiens cette aggravation des disparités sociales de réussite survient.

2. Des interrogations des familles répétées dans le temps et enrichies d'informations nouvelles

Cette profonde mutation dans la manière dont les panels d'élèves mesurent les acquis des élèves renforce la dynamique longitudinale de ceux-ci. Ce renforcement n'est pas circonscrit aux seules évaluations mais s'étend aussi aux enquêtes réalisées auprès des familles, qui sont répétées en cours d'observation de la cohorte à partir du panel 2007. Ainsi, les parents des élèves du

37 Linda Ben Ali, Ronan Vourc'h, « Évolution des acquis cognitifs au collège au regard de l'environnement de l'élève », *Éducation et formations*, n°86-87, mai 2015, p.211-233.

panel 2007 ont-ils été interrogés deux fois, en sixième, l'année du recrutement de l'enquête et quatre ans plus tard, lorsque les élèves qui n'ont pas redoublé effectuaient leur dernière année de scolarité au collège. La première enquête a permis de recueillir des informations sur l'environnement familial au moment où l'élève entrait au collège. Elle revêt une importance d'autant plus grande que le panel 2007 est le premier panel dont l'échantillon a pu être tiré dans une base de sondage exhaustive (les bases d'élèves académiques), ce qui a permis de supprimer l'enquête de recrutement auprès des chefs d'établissement et fait de l'enquête *Famille* la principale source d'informations sur l'environnement familial de l'élève. Néanmoins, il était important de ne pas en rester là car celui-ci n'est pas figé sur la situation que les élèves connaissent en sixième. Ils peuvent être confrontés à des modifications de la composition de leur famille suite aux décès et aux séparations, leurs conditions matérielles d'existence peuvent être impactées par le chômage ou les difficultés financières de leurs parents. De telles modifications de leur environnement familial peuvent avoir des conséquences sur leur scolarité³⁸. Pour se donner les moyens de mieux comprendre celles-ci, l'enquête *Famille* du panel 2007, a été rééditée, en fin de quatrième année d'études secondaires, au moment où les élèves passaient les épreuves d'évaluation de 2011. Le questionnaire permet de mesurer les changements intervenus au niveau de la composition du groupe familial, de l'insertion sur le marché du travail des parents et leurs revenus, mais aussi de prendre la mesure de l'évolution des pratiques et des représentations parentales par rapport à la scolarité de l'enfant. Un dispositif analogue a été mis en place quatre ans plus tard pour les élèves du panel 2011.

Cette introduction d'une dimension longitudinale dans l'observation de l'environnement familial des élèves s'accompagne d'un enrichissement de l'information recueillie. En effet, pour la première fois, les enquêtes *Famille* du panel 2007 et du panel 2011 recueillent le revenu dont disposent chaque mois les familles. La collecte de cette information s'inscrit dans la perspective plus large de disposer d'une meilleure information sur les conditions de vie des élèves, afin d'être notamment en mesure d'apprécier le rôle respectif des ressources financières et des ressources culturelles dans la réussite scolaire. En phase avec cet objectif,

---

38 Voir par exemple Paul Archambault, «Séparation et divorce, quelles conséquences sur la réussite scolaire des enfants?», *Population et société*, n°379, mai 2002, 4 p.; Thomas Piketty, «The Impact of Divorce on School Performance: Evidence from France, 1968-2002», *Discussion Paper*, n°4146, décembre 2003, 47 p.

les enquêtes auprès des parents des panels 2007 et 2011 recueillent aussi des informations sur les conditions de logement, avec notamment des questions sur ses occupants pour pouvoir isoler les unités de consommation du ménage. L'étendue du capital culturel de la famille est aussi précisée en mesurant notamment la fréquence des sorties culturelles et le volume de la bibliothèque familiale. Inspirée des protocoles mis en œuvre dans les enquêtes internationales, l'introduction de ces différentes dimensions s'est révélée particulièrement pertinente pour l'analyse des performances et des parcours scolaires.

Cet accroissement de l'information demandée n'a pas pesé sur la participation des familles à l'enquête qui reste toujours très élevée : respectivement 93 % et 91 % d'entre elles ont répondu aux enquêtes *Famille* de 2008 et de 2011 du panel 2007. La participation des parents des écoliers du panel 2011 est à peine moins forte : elle atteint 91 % en 2012 et 88 % en 2016.

3. Une meilleure appréhension du contexte scolaire

La réussite scolaire n'est pas seulement en lien avec les caractéristiques individuelles des élèves. En effet, ces derniers sont scolarisés dans des établissements et des classes dont la recherche en éducation a montré qu'ils pouvaient avoir leur impact propre sur leurs résultats et l'ensemble des comportements scolaires. Dans les panels d'élèves, la caractérisation du contexte scolaire est restée pendant longtemps réduite aux informations directement recueillies en cours de suivi ou disponibles dans les fichiers administratifs comme la *Base centrale des établissements*. Ainsi, on disposait du secteur de l'établissement, de son appartenance à l'éducation prioritaire ou encore de son implantation géographique mais d'aucune information sur les caractéristiques scolaires ou sociales des élèves qui le fréquentent. De même, la caractérisation de la classe à laquelle appartient l'élève restait très réduite puisque les seules informations recueillies de manière récurrente³⁹ dans les panels d'élèves sont la taille de la classe et le nombre d'élèves de nationalité étrangère qui la fréquentent. Cet aspect a pu être développé récemment avec l'enrichissement du panel 2007 à partir d'informations sur l'établissement et la classe recueillies dans les indicateurs d'APAE (Aide au pilotage et à l'auto-évaluation des établissements) second degré

39 Certains panels vont néanmoins plus loin, mais seulement pour une année donnée. Ainsi, le panel 1978 a recueilli l'origine sociale de tous les élèves de la classe et le panel 1995 les scores moyens obtenus en français et en mathématiques par la division de l'élève aux épreuves nationales d'évaluation de sixième.

ou construites à partir des fichiers d'élèves académiques. Cet enrichissement porte à la fois sur les caractéristiques de l'établissement et de la division. Il permet de disposer d'une caractérisation sociale et scolaire des établissements et des divisions fréquentées par les élèves du panel 2007 à partir d'indicateurs comme l'origine sociale des autres élèves, la proportion de boursiers, la note moyenne à l'écrit au diplôme national du brevet (DNB) ou encore la proportion d'élèves en retard en sixième ou en troisième. L'information recueillie comporte aussi des données sur le personnel enseignant comme l'ancienneté dans l'établissement, la structure par âge ou encore la proportion de demandes de mutation. L'ensemble de ces informations permettra d'étudier l'impact des différences de contexte scolaire sur la réussite scolaire et de mesurer l'évolution dans le temps de la composition sociale et scolaire des établissements et des classes.

Conclusion

Depuis plus d'un demi-siècle, si on inclut le premier panel réalisé au début des années 1960 par l'INED, le développement des dispositifs de suivi des scolarités des élèves a accompagné les mutations du système scolaire. Au cours de cette période, le dispositif de ces enquêtes a progressivement mûri et le suivi administratif qui constitue encore le corps central des premiers panels d'élèves s'est enrichi de nombreuses enquêtes complémentaires qui ont profondément renforcé l'information disponible (tableau 2). L'analyse de la réussite scolaire n'est plus limitée au seul parcours scolaire mais a été étendue aux acquis cognitifs, aux notes aux examens, aux comportements des élèves en liaison avec la scolarité. Par ailleurs, la palette de variables, dont on dispose pour rendre compte de la réussite sur ces différents aspects, s'est fortement accrue, tant au niveau de la connaissance de l'environnement familial que du contexte scolaire. Du fait de ces évolutions, les panels d'élèves constituent une ambitieuse recherche d'origine institutionnelle qui déborde le cadre *stricto sensu* du ministère de l'Éducation nationale. Avec l'extension de la période d'observation des cohortes de collégiens vers les premières années d'entrée à la vie adulte et d'études supérieures, ces données sont en effet produites et utilisées à la fois par la DEPP, la sous-direction des études statistiques et des systèmes d'information (SIES) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et l'INSEE. Cette appropriation collective des panels d'élèves par différents organismes de la statistique publique est amplifiée par une uti-

lisation de plus en plus fréquente des panels d'élèves par les chercheurs, en particulier des sociologues⁴⁰.

	1973	1978	1980	1989	1995	1997	2007	2011
Enquête de recrutement auprès des chefs d'établissement	◇	◇	◇	◇	◇	◇		
Actualisation annuelle de la situation scolaire	◇	◇	◇	◇	◇	◇	◇	
Enquête Famille				◇	◇	◇	◇	
Remontée d'évaluations nationales				◇	◇	◇	◇	
Évaluation spécifique					◇	◇	◇	◇
Enquête Orientation	◇		◇	◇	◇	◇	◇	AV
Remontée des notes aux examens					◇	◇	◇	AV
Enquête thématique auprès des élèves				◇	◇			AV
Suivi des bacheliers dans l'enseignement supérieur				◇	◇		◇	AV
Observation de l'entrée dans la vie adulte					◇		◇	AV

Tableau 2 : modalités du recueil d'informations dans les différents panels mis en place par le ministère de l'Éducation nationale

AV : enquête ou recueil d'informations susceptibles d'être mis en œuvre dans les prochaines années du panel 2011.

La constitution de corpus de données longitudinales sur les élèves s'est d'autant plus imposé que cette approche apparaît particulièrement bien adaptée à l'analyse des comportements scolaires. D'abord, parce que la formation initiale constitue un processus fortement cumulatif dont les effets sont différés dans le temps. Il est donc indispensable pour comprendre le déroulement d'une scolarité d'en appréhender précisément toutes les étapes et de se donner les moyens d'en évaluer les effets à long terme. Le redoublement est un bon exemple de cette situation. D'une part, il faut caractériser avec précision le niveau où il survient car ses effets varient fortement selon sa précocité. D'autre part, ses effets ne peuvent être mesurés avec robustesse qu'à long terme : ainsi, le redoublement entraîne souvent une amélioration éphémère des performances scolaires l'année où il se produit – effet quasi mécanique de la répétition deux années consécutives du même programme – qui disparaît souvent les années suivantes⁴¹ – sans doute parce que le redoublement corrige les effets des difficultés scolaires sans en toucher vraiment la cause.

40 Pour une bibliographie des publications reposant sur l'exploitation des panels entre 2000 et 2017, voir Jean-Paul Caille, « Quarante-cinq ans de panels d'élèves à la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) », *Éducation et formations*, n°95, décembre 2017, p.25-31.

41 Jean-Paul Caille, Fabienne Rosenwald, « Les inégalités de réussite scolaire : construction et évolution », *France, portrait social*, 1986, p. 115-137.

Pour restituer de manière précise les différentes étapes d'un parcours scolaire, l'observation longitudinale apparaît d'autant plus nécessaire que le passé scolaire se prête mal aux enquêtes rétrospectives. D'une part, en situation d'enquête, la reconstitution du passé est en butte aux défaillances de mémoire et aux effets de désirabilité qui peuvent déformer fortement l'information collectée. D'autre part, certaines informations essentielles sur la scolarité ne sont conservées ni par les familles ni par les établissements. Les résultats aux épreuves nationales d'évaluation diagnostique, telles qu'elles ont été mises en œuvre entre 1989 et 2007 ou le déroulement des procédures d'orientation – en fin de troisième, de seconde, ou depuis 2009 en cours de terminale pour arrêter l'affectation dans l'enseignement supérieur – en sont des exemples. Seul, un recueil de données au fil du temps, quand ces événements se produisent, permet d'en archiver avec la précision la trace.

Enfin, certains phénomènes scolaires ne peuvent être appréhendés que de manière longitudinale. Ainsi, la fréquentation de l'enseignement privé durant la scolarité secondaire varie du simple ou double selon qu'on l'appréhende de manière transversale ou longitudinale. Les travaux engagés, dans les années 1990, sur la comparaison Public-Privé par Gabriel Langoët sont très révélateurs de cette situation. Alors que les données issues des recensements exhaustifs d'élèves montraient qu'au cours des années quatre-vingt, entre 20 % et 21 %⁴² des collégiens et des lycéens fréquentaient un établissement secondaire privé, le panel d'élèves du second degré recruté en 1980, qui permettait d'embrasser les choix de secteur sur l'ensemble des années passées dans l'enseignement secondaire, montrait que la part d'élèves qui passaient au moins une année dans l'enseignement privé au cours de leurs études secondaires était beaucoup plus élevée : proche du double, elle atteignait 37 %⁴³.

La réalisation de panels successifs sur plusieurs décennies a rarement été mise à profit pour doubler le caractère diachronique de la collecte des données d'une analyse comparative donnant une réelle profondeur historique à l'étude de ce matériel empirique d'une grande richesse. Certains chercheurs s'y sont toutefois essayé en confrontant les données du panel réalisé par l'INED en 1962 – juste avant que les grandes réformes de structures n'aient commencé à produire

---

42 *Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation*, Paris, MENESR-DEPP, 1989, p. 125.

43 Gabriel Langoët (dir.), *Public ou privé ? Élèves, parents, enseignants*, Paris, Éditions Fabert, 2002, p. 45.

leurs effets – et celles du panel 1995 dont les élèves sont entrés en sixième l'année même qui voit la part d'une classe d'âge obtenant un baccalauréat général atteindre un nouveau seuil historique après une décennie de forte croissance.

Ainsi, Sylvain Broccolichi et Rémi Sinthon⁴⁴ ont pu remettre en cause l'idée, défendue par de nombreux chercheurs depuis le début des années soixante, qu'une part des inégalités sociales de parcours scolaires serait induite par une « sur-sélection » des élèves originaires de milieux défavorisés aux principaux paliers d'orientation. Ils montrent que si, à résultats comparables en fin de troisième, ces enfants sont moins souvent orientés en seconde générale et technologique que les autres élèves, ce n'est pas en raison d'un manque d'ambition de leur part ou de leur famille ou d'un surcroît de sévérité des conseils de classe à leur égard, mais parce que parents et enseignants anticipent en grande partie les difficultés scolaires plus importantes auxquelles ils risquent d'être confrontés dans un second cycle des lycées marqué par de fortes inégalités sociales de réussite. Cette « part d'anticipation contenue dans les décisions d'orientation » a été d'autant plus occultée que la plupart des travaux ne faisaient pas le lien entre les choix d'orientation en fin de troisième et les disparités sociales de réussite au baccalauréat. Étant les résultats du panel INED de 1962 par ceux du panel 1995, les deux auteurs suggèrent que cette part d'anticipation dans les choix d'orientation des familles de milieux populaires a perduré au-delà des deux explosions scolaires des années soixante et de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. En s'appuyant sur les mêmes panels, Matthieu Ichou et Louis-André Vallet⁴⁵ s'interrogent, pour leur part, sur l'importance relative des décisions d'orientation et des résultats dans les inégalités sociales de destin scolaire. Ils nuancent quelque peu le constat de l'étude précédente en montrant qu'au cours de quatre décennies, les inégalités sociales devant l'école ont changé de nature : du fait du report du premier palier d'orientation de la fin de CM2 à la fin de troisième, les disparités sociales de destins scolaires sont sensiblement plus liées, à la fin des années quatre-vingt-dix, à des inégalités de performances scolaires qu'au début des années soixante où elles recouvraient

44 Sylvain Broccolichi, Rémi Sinthon, « Comment s'articulent les inégalités d'acquisition scolaire et d'orientation ? Relations ignorées et rectifications tardives », *Revue française de pédagogie*, n° 175, avril-juin 2011, p. 15-38.

45 Matthieu Ichou, Louis-André Vallet, « Performances scolaires, orientation et inégalités sociales d'éducation, évolution en France en quatre décennies », *Éducation et formations*, n° 82, octobre 2012, p. 9-18.

essentiellement des différences de décisions d'orientation. Comme le rappellent les auteurs, leur analyse rejoint un constat, plus ancien, d'Antoine Prost :

« Avant la réforme, les victimes de la sélection pouvaient en rendre responsable le système, qui ne leur avait pas donné leur chance. En leur donnant apparemment leur chance, sans pour autant combattre efficacement les pesanteurs sociologiques, la réforme des collèges a rendu les élèves responsables de leur échec ou de leur succès. Elle a transformé en mérite ou en incapacité personnelle ce qu'on aurait auparavant imputé aux hasards de la naissance. La charge des inégalités devant l'école n'incombe plus à la société mais aux individus »⁴⁶.

Ainsi, ces travaux permettent de conforter, grâce à l'exploitation des données des panels, les analyses historiques soulignant la profonde transformation du rapport que la société française entretient avec son système scolaire, consécutive-ment à la massification du second degré fondée sur le principe du collège unique. Les panels apparaissent comme un outil disposant désormais d'une profondeur chronologique suffisante pour que les historiens puissent en faire usage, dans le cadre d'analyses secondaires, pour contribuer à une mise en contexte de recherches menées à partir d'autres sources archivistiques ou en posant d'autres questions à proprement parler historiques à ces sources diachroniques d'une grande richesse. Dans cette perspective, l'analyse historique de la mise en œuvre du principe du collège unique depuis la fin des années 1970, qui permettrait de mesurer le décalage entre les décisions politiques et leurs effets sur la réalité des parcours des élèves, serait probablement féconde, de même que l'observation de la manière dont les différents milieux sociaux se sont approprié les opportunités d'allongement des études créées par la massification du second cycle des lycées.

Jean-Paul Caille

Direction de l'évaluation, de la prospective
et de la performance (DEPP), ministère de l'éducation nationale
jean-paul.caille@sfr.fr

Jérôme Krop

ESPE Lille – Nord de la France, Centre de recherche
et d'études Histoire & Société (CREHS) – Université d'Artois
jerome.krop@espe-lnf.fr

---

46 Antoine Prost, *Éducation, société et politique. Une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997 [1^{re} éd. 1992], p. 111.

NOTE CRITIQUE

Note critique

MARCHAND (Philippe)

Donnez-moi des nouvelles... Collèges et collégiens à travers les correspondances familiales. 1767-1787

Lille : Presses universitaires du Septentrion-Archives départementales du

Nord, 2018, 450 p. [préface de Pierre Caspard, postface d'Alexis Donetzkoff]

Les correspondances constituent un outil précieux pour l'historien qui souhaite s'appuyer sur d'autres sources que les archives institutionnelles ou les publications. Grand lecteur d'archives, Philippe Marchand nous propose ici un choix de 463 lettres échangées par les parents avec leurs enfants placés en pension au collège, ou bien, plus souvent, avec les responsables de ces éducations (le principal ou le précepteur), quelquefois avec des représentants ou alliés qui les aident dans leur entreprise éducative. Si les enfants sont bien au cœur de ces missives, il convient cependant de souligner que ce sont les parents et plus largement les adultes qui ont la parole, l'ouvrage ne comportant que très peu de lettres écrites par les enfants, comme le regrette également Philippe Marchand. Si le volume fourmille de détails sur les élèves, il invite donc aussi à ouvrir le chantier de l'histoire de la parentalité, qui ne manquera certainement pas d'advenir un jour prochain.

Les lettres choisies ressortent de trois ensembles distincts, qui forment chacun une des trois parties du livre : le premier est composé des envois adressés par divers parents au principal du collège de la ville de Lille, Jacques-Marie Lepan ; suivent la correspondance de Jean-Baptiste Carpentier, puis celle Bon-François Fruict. Les lettres reçues par Lepan sont classées par provenance, illustrant clairement l'intensité des échanges internationaux et la porosité de la frontière dans cette région, avec près des trois quarts des familles clientes installées dans les Pays-Bas autrichiens, les Provinces-Unies, l'Angleterre ou l'Irlande. À l'inverse, les correspondances Carpentier et Fruict respectent l'ordre chronologique, ce qui permet de suivre pendant plusieurs années les vicissitudes de l'éducation des fils respectifs et, surtout du côté Carpentier, la forte mobilité qui les caractérise. Pour chacun de ces corpus, Philippe Marchand fournit une introduction de dix à vingt pages qui présente le contexte et les acteurs principaux. Tout au long de l'ouvrage, des notes permettent systématiquement

d'identifier les individus qui apparaissent et d'éclairer le vocabulaire ou les pratiques inconnus des lecteurs peu familiers du XVIII^e siècle ou du contexte lillois. De ce point de vue, il est difficile de prendre en défaut le patient travail d'édition réalisé, même si l'appareil critique aurait encore pu être enrichi : on aurait ainsi pu expliciter davantage les critères de tri qui ont présidé à la constitution de ce recueil, et indiquer la part que représentent les lettres publiées dans l'ensemble conservé (ce qui n'est fait que pour Carpentier). D'une manière plus générale, la richesse du matériau rassemblé appellerait de nombreux commentaires, comptages et analyses. Mais il s'agirait d'un autre livre, qui risquerait au final d'embrasser toute l'éducation collégienne de la fin du XVIII^e siècle. La sagesse a sans doute été de s'en tenir aux 450 pages disponibles aujourd'hui, qui fournissent une série de témoignages éclairants sur les pratiques éducatives des milieux élitaires à la fin du XVIII^e siècle.

Pour en donner une idée, on peut présenter les préoccupations les plus fréquentes de ces parents qui suivent à distance les études de leurs enfants, préoccupations qui sont également distribuées dans les trois ensembles retenus, de ce point de vue très homogènes (ou est-ce un effet de la sélection opérée?). La question la plus récurrente est sans doute celle de l'argent, qu'il s'agisse de payer la pension au principal, d'organiser les transferts ou de réguler les dépenses personnelles des collégiens, toujours soupçonnés d'excès en la matière. «Ce qui me choque dans mon fils, c'est la depence qu'il fait, je suis surpris et je ne le puis comprendre a quoi va son argent de poche» s'interroge une mère, tandis qu'un père interpelle directement son rejeton qui a tendance à recourir inconsidérément aux maîtres de musique : «D'ailleor mon petit ami vous ne considerés point que tous ces differents maitres coutent beaucoup. Je m'apercois que vous me feriés trouver le fond de ma bourse» (lettres 7 et 17). Autre sujet fréquent d'inquiétude et de réprimande, le travail insuffisant : «j'étois fort mecontente de sa paresse» écrit la même mère (l. 8), alors que Carpentier paraît assez lucide sur l'un de ses fils, «sujet qui a besoin d'être un peu poussé au travail» (l. 237), et n'hésite pas un peu plus tard à menacer «s'il persiste dans son inaplication, il faut qu'il abandonne les études pour apprendre un metier pour vivre» (l. 241).

Mais les parents ne manquent pas aussi de manifester un attendrissement plein d'indulgence, soit en trouvant des raisons ou des excuses aux difficultés («baucoup d'attention et d'assiduité pourroit en plus grande partie remedier au manquement de memoire laquelle j'ai reconnu toujours en lui un peu foible», l. 14),

soit en soulignant les qualités qui contrebalancent ou consolent des défauts : « il est volage mais d'un bon naturel ce qui est le principal » (l. 114). La rudesse de certaines admonestations n'empêche pas l'expression d'une affection incontestable, particulièrement à l'occasion des maladies, qui occupent une place importante dans ces correspondances. À l'annonce d'un rétablissement, « la maman ce tranquillise, car vous ne scauriés imaginer combien elle idolatre ses enfants » (l. 18). Dans un autre registre, tel père, officier commandant une forteresse, interdit toute violence à l'encontre de ses enfants et proclame son amour pour eux : « Jaime mes enfans, vous deves les scavoir. Je veuts leur donner de leducation. Mais je ne veuts pas quils soient battu. On peut trouver tant dautre facon de punir sans en venir aux coups » (l. 91). Comme Philippe Marchand (p. 17), difficile de ne pas céder à la tentation de confronter ces témoignages aux assertions anciennes mais rééditées de la philosophe Élisabeth Badinter.

La finalité utilitaire des études transparaît souvent, dans ce milieu où domine la bourgeoisie négociante, l'office et les manieurs d'argent. Un père affiche sans ambages ses priorités pour son fils : « son plus grand besoin etant de connoître a fond son ortographe françois ainsi que l'arithmitique » (l. 134). Les Hollandais veulent apprendre le français (ils viennent à Lille pour cela), quand les Français (dont Carpentier) ne négligent pas le flamand, les deux étant indispensables à la conduite des affaires dans la région. Les choses sont plus contrastées pour le latin : certains demandent de ne pas trop insister, alors que d'autres comme Fruict refusent d'accéder à la demande d'allègement du précepteur, qui soulignait combien le cadet avait peu de dispositions pour cette langue. Cet utilitarisme n'est cependant pas étroitement pratique, car les mentions de maîtres de musique, par exemple, sont nombreuses.

Les résultats de cette éducation sont scrutés avec attention par les parents. Fruict bénéficie du compte rendu détaillé du précepteur, qui restitue au passage la manière dont l'échec est ressenti, selon lui, par l'enfant : « Villerval [Louis-François de Sales Fruict, le plus jeune des fils] a été nommé le sept [ième] en version et il vient d'être le dernier en thème. Cette chute à laquelle je m'attendois ne m'a pas surpris, mais elle a affligé ce cher enfant au point de l'abbattre tout à fait. Je lui ai dit qu'il prendrait sa revanche » (l. 397). On le voit avec ce dernier exemple, outre l'abondance et la diversité du matériau fourni, cet ouvrage a ainsi le grand mérite d'immerger à hauteur d'homme le lecteur dans l'univers éducatif du XVIII^e siècle en lui montrant espoirs, inquiétudes et pratiques quotidiennes de chacun. Bien mieux qu'une approche idéaliste, il

constitue en ce sens une excellente entrée dans un monde dont il restitue les multiples dimensions à travers l'expérience directe des acteurs.

Boris Noguès

Résumés | Abstracts |

Pierre Caspard, **Les souvenirs d'anciens élèves, de la Renaissance à la fin de l'ancien régime scolaire. Esquisse pour une analyse historique**

Les souvenirs d'élèves ne sont le plus souvent utilisés que pour illustrer des études reposant essentiellement sur des sources institutionnelles. Pour révéler les potentialités spécifiques de cette source, plus de six cents souvenirs ont été rassemblés, réunis en corpus et interrogés d'une façon sérielle. Ils émanent d'une grande diversité d'auteurs, hommes et femmes, et s'inscrivent dans une longue durée qui va du début du XVI^e siècle au milieu du XIX^e. Après un examen critique des genres d'écrits où figurent ces souvenirs, ont été plus particulièrement analysés ici les trajectoires effectives d'instruction des élèves et la diversité de leurs intervenants, une attention particulière étant donnée aux conditions d'apprentissage de la lecture et à un portrait de groupe des précepteurs tels qu'ils sont évoqués par leurs anciens élèves. Sur chacun de ces points, les souvenirs permettent de nuancer, voire de contredire, quelques idées communément admises sur la configuration et les acteurs du dispositif scolaire, antérieurement à sa prise en charge par l'État.

Dominique Julia, **Princes et élèves : les études des princes d'Orléans sous l'autorité de Madame de Genlis (1782-1791)**

L'article est d'abord dédié à une présentation de l'ensemble des sources relatives à l'éducation de Louis-Philippe d'Orléans, de ses frères et de sa sœur sous la tutelle de M^{me} de Genlis, nommée en janvier 1782 «gouverneur» des princes. Le fonds le plus riche – et encore inexploité – est conservé aux Archives du Royaume de Belgique à Bruxelles à la suite de l'achat des archives héritées du duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe : il contient les journaux d'éducation de 1782 à 1792. Si l'on y ajoute le journal du chevalier de Bonnard, on connaît désormais, jour par jour la vie des princes pendant quatorze ans. À la suite de cette analyse sont évoquées les pistes de recherche que suscite cette masse d'écrits enfouis pour une histoire renouvelée de la pédagogie princière à la fin du dix-huitième siècle. Le plan d'éducation suivi par M^{me} de Genlis est une expérimentation *in vivo* du programme qu'elle avait esquissé dès *Adèle et Théodore*, récit de fiction publié en 1782.

Solenn Huitric, L'élève au prisme de l'administration : les collégiens et lycéens français entre 1830 et 1880

Les profils des lycéens et collégiens demeurent mal connus pour le XIX^e siècle : les sources dont nous disposons sont surtout le fait de l'administration scolaire et n'abordent que peu le quotidien de ces élèves pour privilégier une approche comptable. Face à ce constat, l'article analyse les modalités de création et d'utilisation de ces documents administratifs par les autorités scolaires pour définir le prisme par lequel les élèves sont perçus. Si cette démarche ne comble pas le manque d'informations sur le profil social des élèves, l'article postule que rendre compte des schémas de lecture administratives à différentes échelles permet de mettre en évidence la construction par l'administration des différentes figures d'élèves à travers les caractéristiques qui l'intéressent et qui sont jugées nécessaires au bon fonctionnement du réseau d'établissements secondaires publics.

Jean Le Bihan, Les boursiers communaux de l'enseignement secondaire au XIX^e siècle : un angle mort de l'historiographie des élèves

Cet article se penche sur une catégorie d'élèves encore très peu connue : les boursiers entretenus au XIX^e siècle par les communes au sein des lycées français. Après avoir procédé à l'inventaire des sources disponibles pour les étudier, on examine tour à tour deux questions, en prenant principalement appui sur le cas rennais et le cas nantais. Celle, d'abord, de la politique des bourses, qui oblige à prendre en compte les bourses proprement dites et les simples exemptions de frais d'études. On voit que le nombre de bénéficiaires de ces aides s'accroît au XIX^e siècle, mais plutôt modérément et par étapes, et que cette hausse profite largement à l'enseignement spécial – puis moderne. On constate aussi que la manière dont les édiles administrent la « carrière scolaire » de ces élèves se codifie avec le temps et peut s'ouvrir à un véritable esprit d'équité. La seconde question est celle des caractéristiques socio-scolaires de ces élèves. La plus évidente est que ceux-ci sont nés ou résident dans la commune qui leur a alloué la bourse. On note encore que les fils de fonctionnaires sont moins nombreux dans leurs rangs que dans ceux des boursiers de l'État, et qu'ils paraissent moins performants que ces derniers au plan scolaire. Ainsi découvre-t-on une population scolaire originale, aux traits marqués.

Jean-Paul Caille et Jérôme Krop, Une source négligée de l'histoire des élèves : les panels d'élèves des années 1960 aux années 2000

Depuis le début des années 1970, le service statistique du ministère de l'Éducation nationale met régulièrement en œuvre des panels d'élèves. Le suivi longitudinal de leur scolarité en fait une source historique majeure pour l'étude de la mise en œuvre des réformes de l'éducation nationale. Constitués au départ d'un recueil de données essentiellement administratives, l'évolution de ces panels a accompagné les besoins d'information induits par les fortes transformations du système éducatif des quatre dernières décennies, en enrichissant progressivement leur dispositif par des évaluations standardisées d'acquis et des interrogations directes des élèves et de leur famille.

Pierre Caspard, The memories of former students from the Renaissance to the end of the educational old regime. Propositions for an historical analysis

Student recollections are most frequently used to illustrate studies based primarily on institutional sources. This article offers a serial examination of over 600 such recollections to highlight the specific potential of such a source. These come from a wide variety of authors, both male and female, describing school experiences from the beginning of the 16th century to the mid-19th century. Beginning with a critical examination of the

types of written sources where these memories can be found, the article then considers the educational trajectories of the students and the diversity of those who taught them. Special attention is paid to learning to read, as well as to how former students portrayed their tutors in these written accounts. In each case, these memories enable us to nuance, and at times refute, widely held assumptions about the nature of teaching and learning and those involved prior to the emergence of State-funded institutions.

Dominique Julia, **Princes and Pupils: The Education of the Princes d'Orléans under the supervision of Mme de Genlis**

This paper is, above all, an overview of available sources relating to the education of Louis-Philippe d'Orléans and his siblings under the tutelage of Mme de Genlis, who was appointed 'gouverneur' to the princes in January 1782. The largest - and still unexploited - collection is held in the Belgian National Archives in Brussels, following the purchase of the archives inherited from the Duke of Nemours, the second son of Louis-Philippe. It contains education diaries from 1782 to 1792. If the Chevalier de Bonnard's diary is added to this collection, we now have a day-to-day record of the princes' lives over 14 years. Following this analysis, we present a set of possible avenues for research suggested by this important collection, which may shed new light on the history of princely education in the late 18th century. The education plan followed by Mme de Genlis was an in vivo trial of the programme she had outlined in *Adèle et Théodore*, a fictional story published in 1782.

Solenn Huitric, **Through the eyes of the educational administration: French secondary school pupils between 1830 and 1880**

Profiles of 19th-century male secondary school pupils are still hard to determine: the sources available were mostly produced by the educational authorities and rarely cover their everyday lives, preferring an accounting perspective. Consequently, the article examines how the surviving administrative documents were created and used by educational authorities to determine the prism through which students were viewed. Although this approach does not account for the lack of information regarding the social profile of students, the paper assumes that by identifying the administrative reading grid at different levels we can highlight how the authorities created different types of pupils through the elements which they deemed important and necessary for the proper functioning of the public secondary school network.

Jean Le Bihan, **Council scholarship pupils in public secondary schools in the 19th century: a blind spot in the historiography of school pupils**

This article explores a category of pupils which is still relatively unknown: scholarship pupils supported by local councils in French schools in the 19th century. After drawing up a comprehensive inventory of existing sources of information about these pupils, the author examines two questions, basing his analysis on Rennes and Nantes. The first question concerns scholarship policy, which involves scholarships per se and also simple exemptions from the payment of school fees. The analysis shows that the number of recipients of this financial support increased during the 19th century, but rather moderately and gradually. This increase largely benefitted so-called 'special' - then modern - education. The analysis also shows that the way in which these pupils' 'school career' was managed by councils became formalised over time and could create a real spirit of equity. The second question relates to the social characteristics of these pupils. The most obvious of these is that they were born or lived in the municipality

which awarded the scholarship. It is also noted that there were fewer sons of civil servants among them than among pupils benefitting from state scholarships, and that their educational attainment was lower than their state scholarship counterparts. What is revealed, therefore, a unique school population, with distinct features.

Jean-Paul Caille et Jérôme Krop, **The methodological evolution and historical contributions of longitudinal surveys of French student cohorts: student panels from the 1960s to the 2000s**

Since the early 1970s, the statistical services of the French Ministry of Education have been using panels of junior and secondary school students to track their educational history and performance. The longitudinal study of these student panels constitutes a major historical source for the study of the implementation of the successive reforms instituted by the French Ministry of Education. Originally collecting mainly administrative data, these panels have been progressively enriched with standardised tests measuring specific acquired knowledge and face-to-face interviews with the students and their families. The evolution of these panels has paralleled the growing need for information caused by the major transformations in the French education system over the last four decades.